



16 juillet 2019

(19-4728)

Page: 1/2

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

**UNION EUROPÉENNE – PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT
LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AUX EXIGENCES EN
MATIÈRE D'ÉCOCONCEPTION POUR DIVERS
PRODUITS DANS L'UE**

DÉCLARATION DE LA CHINE AU COMITÉ DES OBSTACLES
TECHNIQUES AU COMMERCE
20 ET 21 JUIN 2019

La communication ci-après, datée du 15 juillet 2019, est distribuée à la demande de la délégation de la Chine.

1. Nous avons constaté que l'UE avait publié plusieurs règlements relatifs à l'écoconception applicables aux serveurs et aux produits de stockage des données, aux lave-linge et aux lave-linge séchants. Ces prescriptions énoncent les exigences en matière de conception écologique, les procédures d'évaluation de la conformité et les procédures de vérification aux fins de la surveillance du marché pour les produits concernés.

2. Nous apprécions les efforts de l'UE en matière de protection de l'environnement. Toutefois, nous avons les préoccupations suivantes:

1 PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT LE RÈGLEMENT DE LA COMMISSION ÉTABLISSANT DES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ÉCOCONCEPTION POUR LES LAVE-LINGE ET LES LAVE-LINGE SÉCHANTS À USAGE DOMESTIQUE ([G/TBT/N/EU/615](#))

3. Il existe des incertitudes importantes concernant la gamme des produits visés par le Règlement. De plus, certains termes créeront des malentendus, et donc des obstacles non nécessaires au commerce. Nous espérons que l'UE:

- a. Précisera si les lave-linge sans fonction de chauffage sont soumis aux exigences en matière d'écoconception.
- b. Annulera la prescription relative au délai maximal de livraison des pièces de rechange nécessaires, qui prévoit que le fabricant ou l'importateur doit fournir les pièces de rechange nécessaires pour les lave-linge et les lave-linge séchants à usage domestique aux réparateurs professionnels dans un délai de 15 jours ouvrables suivant la date de réception de la demande. Nous pensons que la livraison de pièces de rechange est une préoccupation commerciale et qu'elle devrait être adaptée en fonction de la demande du marché. Un délai de 15 jours est impossible à tenir pour les fabricants étrangers, ce qui entraînera des coûts non nécessaires pour le commerce, et donc un obstacle au commerce.
- c. Réajustera la méthode de calcul de l'IEE.

2 PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT LE RÈGLEMENT DE LA COMMISSION ÉTABLISSANT DES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ÉCOCONCEPTION POUR LES LAVE-VAISSELLE MÉNAGERS (G/TBT/N/EU/611)

4. Nous espérons que l'UE précisera si les exigences en matière d'écoconception et les méthodes spécifiques applicables s'appliquent aux lave-vaisselle sans fonction de séchage. Il est vivement recommandé que l'UE supprime le délai requis pour la livraison des pièces de rechange nécessaires et prolonge la période de transition pour la date d'entrée en vigueur du règlement.

3 PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT LE "PROJET DE RÈGLEMENT DE LA COMMISSION ÉTABLISSANT DES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ÉCOCONCEPTION POUR LES SOURCES LUMINEUSES" (G/TBT/N/EU/606) ET "CONCERNANT L'ÉTIQUETAGE ÉNERGÉTIQUE DES SOURCES LUMINEUSES" (G/TBT/N/EU/607)

5. Les méthodes d'essai pour certains paramètres inclus dans le règlement sont incompatibles avec les normes internationales, et elles sont même parfois manquantes. Certaines clauses vont au-delà des limites nécessaires pour atteindre des objectifs légitimes. Nous espérons que l'UE pourra:

- a. préciser s'il est possible d'adopter la méthode d'essai prévue par la norme internationale (CEI 62612) comme méthode d'essai pour la mesure du taux de maintien du flux lumineux;
- b. prévoir une méthode d'essai claire et précise pour la mesure du papillotement lumineux (Pst LM) et pour la mesure de la visibilité stroboscopique (SVM);
- c. réviser le tableau des classes d'efficacité énergétique des sources lumineuses; et
- d. prolonger la période de transition afin d'éviter toute incidence non nécessaire sur le commerce.

4 PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT LE DOCUMENT [G/TBT/N/EU/581](#) – RÈGLEMENT 2019/424 DE LA COMMISSION ÉTABLISSANT DES EXIGENCES D'ÉCOCONCEPTION APPLICABLES AUX SERVEURS ET AUX PRODUITS DE STOCKAGE DE DONNÉES CONFORMÉMENT À LA DIRECTIVE 2009/125/EC DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL ET MODIFIANT LE RÈGLEMENT(UE) N° 617/2013 DE LA COMMISSION

6. Nous voulons faire les suggestions suivantes:

- a. Sur la base du texte du document 2009/125/CE (3), nous suggérons que l'UE supprime le point 12 e) de l'annexe 1, c'est-à-dire l'obligation d'"avoir le même nombre de points de connexion pour processeurs disponibles et le même nombre de points de connexion pour processeurs disponibles qui sont occupés", dans la définition de la "famille de produits du serveur".
 - b. Sur la base du principe de l'harmonisation avec la demande du marché, nous suggérons que la procédure de vérification effectuée sur une configuration de modèle sélectionnée de manière aléatoire ou ordonnée aux fins de la surveillance du marché soit compatible avec les exigences en matière d'écoconception (Annexes II, points 2.1 et 2.2).
 - c. Le règlement oblige les fabricants à fournir des renseignements sur les produits lorsque les produits du serveur sont mis sur le marché. Nous suggérons que l'UE précise que les manuels électroniques sous forme de liens Internet, de codes QR, de CD-ROM électroniques, etc., peuvent être considérés comme des supports d'information joints pour les considérations liées à la protection de l'environnement.
-